



St-Gall / Berne, 26 mai 2025

Conférence commune des secteurs social et sécurité

Politique en matière d'addiction : crack et cocaïne mobilisent les domaines du social et de la sécurité au sein des villes

L'Initiative des villes pour la politique sociale et la Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS) ont organisé le 23 mai 2025 un colloque sur la situation actuelle résultant de l'accès facilité au marché des produits à base de cocaïne dans les villes suisses. Les échanges et partages d'expérience ont dégagé les principaux facteurs pour gérer cette problématique : une offre à bas seuil suffisante pour les personnes souffrant d'addiction et une bonne articulation entre les domaines du social et de la sécurité.

Quelque 100 représentantes et représentants d'exécutifs municipaux et cadres des secteurs du social et de la sécurité se sont retrouvés vendredi 23 mai 2025 pour échanger et partager leurs expériences dans la politique en matière de drogues. Ce colloque a été initié en réponse à la situation de crise à laquelle se trouvent confrontées les villes et les communes suisses depuis trois ans. Frank Zobel, directeur adjoint d'Addiction Suisse, qui connaît particulièrement bien le marché suisse de la cocaïne, a expliqué ce à quoi les villes doivent s'attendre. Il estime que la forte croissance du marché de la cocaïne est alarmante et lui rappelle les années 1980, lorsque la consommation d'héroïne avait eu des effets dévastateurs en Suisse. « Mais il n'y a pas de recette simple pour y remédier. Davantage de données sur la consommation de cocaïne et l'échange avec les pays voisins peuvent notamment contribuer à la solution ».

La doctoresse Louise Penzenstadler, de la Société suisse de médecine de l'addiction (SSAM), a apporté une perspective complémentaire en évoquant l'impact du crack et de ses produits dérivés sur le psychisme des personnes souffrant de dépendance. « Certains traits de personnalité augmentent la vulnérabilité à la dépendance, ce qui est particulièrement évident dans le cas de la consommation de crack. La forte pression de la dépendance entraîne des changements de comportement marqués, raison pour laquelle les offres de thérapie, en particulier pour les consommateurs de crack, doivent être à bas seuil et adaptées ».

Diversité des approches sociales et sécuritaires

Dans le cadre de la politique éprouvée des quatre piliers, le travail social et la sécurité publique travaillent déjà main dans la main. Les participantes et participants ont pu partager leurs expériences et bonnes pratiques, sachant que la situation des grandes villes comme Zurich, Lausanne ou Berne est différente de celle des villes plus petites comme Coire ou Yverdon. Les exemples présentés ont montré la diversité des solutions existantes. Ainsi,

Coire a dû franchir récemment des obstacles politiques pour mettre en place un local de consommation accompagné, alors que Zurich ou Lausanne connaissent déjà ce type de lieux depuis de nombreuses années. Une mesure qui s'accompagne d'ailleurs d'une étroite collaboration entre les équipes sociales et la police. Ne disposant pas de local de consommation, Yverdon-les-Bains s'organise pour aménager des lieux de rencontre dans l'espace public de sorte à éviter les conflits. Parmi les différentes mesures existantes à Lausanne, la Ville propose des «petits jobs» aux personnes souffrant d'addiction. Cette mesure les aide à structurer leur quotidien et à réduire les risques liés à la consommation de drogues. Cette mesure contribue aussi à renforcer le sentiment de sécurité au sein de la population. À Saint-Gall, les autorités misent sur une collaboration prévoyante et interdisciplinaire dans l'espace public et sur l'adaptation des offres d'aide existantes en fonction de la problématique du crack. Pour sa part, Berne a privilégié l'optimisation des structures administratives de façon à permettre à la police et aux services sociaux de travailler ensemble sur des thèmes tels que la prévention et la répression.

Guide d'orientation et source d'inspiration favorisant le dialogue et la coopération

En amont du colloque, l'Initiative des villes pour la politique sociale a publié un guide d'orientation pour gérer la problématique du crack et de sa consommation dans l'espace public. Le document fournit un aperçu actuel des projets les plus intéressants menés dans des villes et communes suisses. En s'appuyant sur des exemples pratiques, il présente des moyens d'action susceptibles d'inspirer également d'autres villes pour relever les défis propres à leur environnement.

L'Initiative des villes pour la politique sociale et la CDSVS veulent renforcer la coopération interdisciplinaire entre services sociaux et forces de police grâce à des processus institutionnalisés et coordonnés, mais aussi encourager l'échange d'expériences entre les communes et les villes.

« Les villes ont toujours montré la voie dans la politique des addictions grâce à leurs idées innovantes. Elles développent et testent de nouvelles approches qui sont ensuite plus largement adoptées », explique Nicolas Galladé, président de l'Initiative des villes pour la politique sociale. Sonja Lüthi, coprésidente de la CDSVS, souligne en outre l'importance d'établir une étroite collaboration entre les domaines du social et de la sécurité « car il est impossible de relever les défis en présence sans se coordonner et se comprendre mutuellement ».

Élection de nouveaux membres aux comités

Toutes deux sections de l'Union des villes suisses, l'Initiative des villes pour la politique sociale et la Conférence des directeurs et directrices de la sécurité des villes suisses s'engagent en faveur de la Suisse urbaine. A l'issue de la journée, les deux organisations ont chacun tenu leur assemblée générale annuelle. Dans les deux cas, l'ordre du jour comportait des élections au comité directeur:



A la [CDSVS](#) ont été nouvellement nommés **Melanie Setz (directrice des Affaires sociales et de la Sécurité, Lucerne)** et **Alec von Graffenried (directeur de la Sécurité, de l'environnement et de l'énergie, Berne)** ; les membres actuels sont Stephanie Eymann (Bâle), Pierre-Antoine Hildbrand (Lausanne), Karin Valenzano Rossi (Lugano), Katrin Cometta (Winterthour) ainsi que Sonja Lüthi (Saint-Gall) et Karin Rykart (Zurich) pour la coprésidence.



Comité directeur de la KSSD :
(de g. à dr.) Stephanie Eymann, Alec von Graffenried, Karin Valenzano Rossi, Katrin Cometta, Karin Rykart (coprésidente), Melanie Setz, Pierre-Antoine Hildbrand, Sonja Lüthi (coprésidente).

Melanie Setz a également été élue au comité de l'[Initiative des villes pour la politique sociale](#), rejointe par **Ursina Anderegg (directrice de la Formation, des Affaires sociales et du Sport, Berne)** et **Natasha Pittet (directrice des Affaires sociales et de la Sécurité, Bienne)** ; au comité siègent actuellement Mirjam Ballmer (Fribourg), Sonja Lüthi (Saint-Gall), Raphael Golta (Zurich), ainsi que le président Nicolas Galladé (Winterthour) et la vice-présidente Émilie Moeschler (Lausanne).



Comité directeur de l'Initiative des villes pour la politique sociale
(de g. à dr.) Melanie Setz, Natasha Pittet, Émilie Moeschler (vice-présidente), Ursina Anderegg, Nicolas Galladé (président), Mirjam Ballmer, Sonja Lüthi. Pas sur la photo : Raphael Golta.



Informations aux médias, le mardi 26 mai 2025:

Nicolas Galladé, président de l'Initiative des villes pour la politique sociale, 079 225 33 70, nicolas.gallade@win.ch, de 10h à 11h

Sonja Lüthi, co-présidente de la Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses CDSVS, 071 224 56 35, sonja.luethi@stadt-sg.ch, de 11h à 12h

Brochure « Crack - Guide d'orientation pour les villes et les communes » disponible sous

Deutsch: [Positionen > Positionen | Städteinitiative Sozialpolitik](#)

Français: [Positions > Positions | Initiative des villes pour la politique sociale](#)

Annexes

Photos des comités directeur